

que le gouvernement veut les tromper ; et ils ne veulent pas l'être. Ces sophismes politiques leur paraissent ce qu'ils sont, le masque de la tyrannie.

Les nations en général sont plus faites pour sentir que pour penser. La plupart ne se sont jamais avisées d'analyser la nature du pouvoir qui les gouverne. Elles obéissent sans réflexion, et parce qu'elles ont l'habitude d'obéir. L'origine et l'objet des premières associations nationales leur étant inconnus, toute résistance à leur volonté leur paraît un crime. C'est principalement dans les états où les principes de la législation se confondent avec ceux de la religion que cet aveuglement est ordinaire. L'habitude de croire favorise l'habitude de souffrir. L'homme ne renonce pas impunément à un seul objet. Il semble que la nature se venge de celui qui ose ainsi la dégrader. Cette disposition servile de l'âme s'étend à tout. Elle se fait un devoir de résignation comme de bassesse, et, baisant toutes les chaînes avec respect, tremble d'examiner ses lois comme ses dogmes. De même qu'une seule extravagance dans les opinions religieuses suffit pour en faire adopter sans nombre à des esprits une fois déçus, une première usurpation du gouvernement ouvre la porte à toutes les autres. Qui croit le plus croit le moins, qui peut le plus peut le moins. C'est par ce double abus de la crédulité et de l'autorité que toutes les absurdités en matière de culte et de politique se sont introduites dans le monde pour

écraser les hommes. Aussi le premier signal de la liberté chez les nations les a portés à secouer ces deux jugs à la fois ; et l'époque où l'esprit humain commença à discuter les abus de l'Église et du clergé est celle où la raison sentit enfin les droits des peuples, et où le courage essaya de poser les premières bornes au despotisme. Les principes de tolérance et de liberté établis dans les colonies anglaises en avaient fait un peuple différent des autres peuples. On y savait ce que c'était que la dignité de l'homme ; et, le ministère britannique la violant, il fallait nécessairement qu'un peuple tout composé de citoyens se soulevât contre cet attentat.

Trois ans s'écoulèrent sans qu'aucune des taxes qui blessaient si vivement les Américains fût perçue. C'était quelque chose, mais ce n'était pas tout ce que prétendaient des hommes jaloux de leurs prérogatives. Ils voulaient une renonciation générale et formelle à ce qui avait été illégalement ordonné, et cette satisfaction leur fut accordée en 1770. On n'en excepta que le thé, encore cette réserve n'eut-elle pour objet que de pallier la honte d'abandonner entièrement la supériorité de la métropole sur ses colonies ; car ce droit ne fut pas plus exigé que les autres ne l'avaient été.

Le ministère, trompé par ses délégués, croyait sans doute les dispositions changées dans le Nouveau-Monde, lorsqu'en 1773 il ordonna la perception de l'impôt sur le thé.

xxxviii.
Après avoir
cédé, l'An-
gleterre veut
être obéie
par ses colo-

nies. Mesures qu'elles prennent pour lui résister.

A cette nouvelle l'indignation est générale dans l'Amérique septentrionale. Dans quelques provinces on arrête des remerciemens pour les navigateurs qui avaient refusé de prendre sur leurs bords cette production. Dans d'autres, les négocians auxquels elle est adressée refusent de la recevoir. Ici on déclare ennemi de la patrie quiconque osera la vendre. Là on charge de la même flétrissure ceux qui en conserveront dans leurs magasins. Plusieurs contrées renoncent solennellement à l'usage de cette boisson. Un plus grand nombre brûlent ce qui leur reste de cette feuille, jusqu'alors l'objet de leurs délices. Le thé expédié pour cette partie du globe était évalué cinq ou six millions, et il n'en fut pas débarqué une seule caisse. Boston fut le principal théâtre de ce soulèvement. Ses habitans détruisirent dans le port même trois cargaisons de thé qui arrivaient d'Europe.

Cette grande ville avait toujours paru plus occupée de ses droits que le reste de l'Amérique. La moindre atteinte qu'on portait à ses privilèges était repoussée sans ménagement. Cette résistance, quelquefois accompagnée de troubles, fatiguait depuis quelques années le gouvernement. Le ministère, qui avait des vengeances à exercer, saisit trop vivement la circonstance d'un excès blâmable, et il en demanda au parlement une punition sévère.

Les gens modérés souhaitaient que la cité coupable fût seulement condamnée à un dédomma-

gement proportionné au dégât commis dans sa rade, et à l'amende qu'elle méritait pour n'avoir pas puni cet acte de violence. On jugea cette peine trop légère; et, le 13 mars 1774, il fut porté un bill qui fermait le port de Boston, et qui défendait d'y rien débarquer, d'y rien prendre.

La cour de Londres s'applaudissait d'une loi si rigoureuse, et ne doutait pas qu'elle n'amenât les Bostoniens à cet esprit de servitude qu'on avait travaillé vainement jusqu'alors à leur donner. Si, contre toute apparence, ces hommes hardis persévéraient dans leurs prétentions, leurs voisins profiteraient avec empressement de l'interdit jeté sur le principal port de la province. Au pis aller les autres colonies, depuis long-temps jalouses de celles de Massachusset, l'abandonneraient avec indifférence à son triste sort, et recueilleraient le commerce immense que ses malheurs feraient refluer sur elles. De cette manière serait rompue l'union de ces divers établissemens, qui depuis quelques années avait pris trop de consistance au gré de la métropole.

L'attente du ministère fut généralement trompée. Un acte de rigueur en impose quelquefois. Les peuples qui ont murmuré tant que l'orage ne faisait que gronder au loin, se soumettent souvent lorsqu'il vient à fondre sur eux. C'est alors qu'ils pèsent les avantages et les désavantages de la résistance, qu'ils mesurent leurs forces et celles de leurs oppresseurs, qu'une terreur panique saisit

ceux qui ont tout à perdre et rien à gagner, qu'ils élèvent la voix, qu'ils intimident, qu'ils corrompent; que la division s'élève entre les esprits, et que la société se partage entre deux factions qui s'irritent, en viennent quelquefois aux mains, et s'entr'égorgent sous les yeux de leurs tyrans, qui voient couler ce sang avec une douce satisfaction. Mais les tyrans ne trouvent guère de complices que chez les peuples déjà corrompus. Ce sont les vices qui leur donnent des alliés parmi ceux qu'ils oppriment. C'est la mollesse qui s'épouvante et n'ose faire l'échange de son repos contre des périls honorables. C'est la vile ambition de commander qui prête ses bras au despotisme, et consent à être esclave pour dominer, à livrer un peuple pour partager sa dépouille, à renoncer à l'honneur pour obtenir des honneurs et des titres. C'est surtout l'indifférente et froide personnalité, dernier vice d'un peuple, dernier crime des gouvernemens, car c'est toujours le gouvernement qui la fait naître: c'est elle qui, par principe, sacrifie une nation à un homme, et le bonheur d'un siècle et de la postérité à la jouissance d'un jour et d'un moment. Tous ces vices, fruits d'une société opulente et voluptueuse, d'une société vieillie et parvenue à son dernier terme, n'appartiennent point à des peuples agriculteurs et nouveaux. Les Américains demeurèrent unis. L'exécution d'un bill qu'ils appelaient inhumain, barbare et meurtrier, ne fit que les affermir dans la résolution de sou-

tenir leurs droits avec plus d'accord et de constance.

A Boston les esprits s'exaltent de plus en plus. Le cri de la religion renforce celui de la liberté. Les temples retentissent des exhortations les plus violentes contre l'Angleterre. C'était sans doute un spectacle intéressant pour la philosophie de voir que dans les temples, au pied des autels, où tant de fois la superstition a béni les chaînes des peuples, où tant de fois les prêtres ont flatté les tyrans, la liberté élevait sa voix pour défendre les privilèges d'une nation opprimée; et si l'on peut croire que la Divinité daigne abaisser ses regards sur les malheureuses querelles des hommes, elle aimait mieux sans doute voir son sanctuaire consacré à cet usage, et des hymnes à la liberté devenir une partie du culte que lui adressaient ses ministres. Ces discours devaient produire un grand effet; et lorsqu'un peuple libre invoque le ciel contre l'oppression, il ne tarde pas à courir aux armes.

Les autres habitans de Massachusset dédaignent jusqu'à l'idée de tirer le moindre avantage du désastre de la capitale. Ils ne songent qu'à resserrer avec les Bostoniens les liens qui les unissent, disposés à s'ensevelir sous les ruines de leur commune patrie plutôt que de laisser porter la moindre atteinte à des droits qu'ils ont appris à chérir plus que leur vie.

Toutes les provinces s'attachent à la cause de

Boston ; et leur affection augmente à proportion du malheur et des souffrances de cette ville infortunée. Coupables à peu de chose près d'une résistance si sévèrement punie, elles sentent bien que la vengeance de la métropole contre elles n'est que différée, et que toute la grâce dont peut se flatter la plus favorisée sera d'être la dernière sur qui s'appesantira un bras oppresseur.

Ces dispositions à un soulèvement général sont augmentées par l'acte contre Boston, qu'on voit circuler dans tout le continent sur du papier bordé de noir, emblème du deuil de la liberté. Bientôt l'inquiétude se communique d'une maison à l'autre. Les citoyens se rassemblent et conversent dans les places publiques. Des écrits pleins d'éloquence et de vigueur sortent de toutes les presses.

« Les sévérités du parlement britannique contre Boston, dit-on dans ces imprimés, doivent faire trembler toutes les provinces américaines. Il ne leur reste plus qu'à choisir entre le fer, le feu, les horreurs de la mort, et le joug d'une obéissance lâche et servile. La voilà enfin arrivée cette époque d'une révolution importante, dont l'événement heureux ou funeste fixera à jamais les regrets ou l'admiration de la postérité.

« Serons-nous libres ? serons-nous esclaves ? c'est de la solution de ce grand problème que va dépendre pour le présent le sort de trois mil-

« lions d'hommes, et pour l'avenir la félicité ou la misère de leurs innombrables descendans.

« Réveillez-vous donc, ô Américains ! jamais la région que vous habitez ne fut couverte d'aussi sombres nuages. On vous appelle belles parce que vous ne voulez être taxés que par vos représentans. Justifiez cette prétention par votre courage, ou scellez-en la perte de tout votre sang.

« Il n'est plus temps de délibérer. Lorsque la main de l'oppresseur travaille sans relâche à vous forger des chaînes, le silence serait un crime, et l'inaction une infamie. La conservation des droits de la république, voilà la loi suprême. Celui-là serait le dernier des esclaves qui, dans le péril où se trouve la liberté de l'Amérique, ne ferait pas tous ses efforts pour la conserver. »

Cette disposition était commune : mais l'objet important, la chose difficile au milieu d'un tumulte général, était d'amener un calme à la faveur duquel il se formât un concert de volontés qui donnât aux résolutions de la dignité, de la force, de la consistance. C'est ce concert qui d'une multitude de parties éparses et toutes faciles à briser compose un tout dont on ne vient point à bout, si l'on ne réussit à le diviser ou par la force ou par la politique. La nécessité de ce grand ensemble fut saisie par les provinces de New-Hampshire, de Massachuset, de Rhode-Island, de

Connecticut, de New-York, de New-Jersey, des trois comtés de la Delaware, de Pensylvanie, de Maryland, de Virginie, des deux Carolines. Ces douze colonies, auxquelles se joignit depuis la Géorgie, envoyèrent dans le mois de septembre 1774, à Philadelphie, des députés chargés de défendre leurs droits et leurs intérêts.

Les démêlés de la métropole avec ses colonies prennent à cette époque une importance qu'ils n'avaient pas eue. Ce ne sont plus quelques particuliers qui opposent une résistance opiniâtre à des maîtres impérieux : c'est la lutte d'un corps contre un autre corps, du congrès de l'Amérique contre le parlement d'Angleterre, d'une nation contre une nation. Les résolutions prises de part et d'autre échauffent de plus en plus les esprits. L'animosité augmente. Tout espoir de conciliation s'évanouit. Des deux côtés on aiguise le glaive. La Grande-Bretagne envoie des troupes dans le Nouveau-Monde. Cet autre hémisphère s'occupe de sa défense. Les citoyens y deviennent soldats. Les matériaux de l'incendie s'amassent, et bientôt va se former l'embrasement.

Gage, commandant des troupes royales, fait partir de Boston, dans la nuit du 18 avril 1775, un détachement chargé de détruire un magasin d'armes et de munitions, assemblé par les Américains à Concord. Ce corps rencontre à Lexington quelques milices qu'il dissipe sans beaucoup d'efforts, continue rapidement sa marche, et exécute les

ordres dont il était porteur. Mais, à peine a-t-il repris le chemin de la capitale, qu'il se voit assailli dans un espace de quinze milles par une multitude furieuse à laquelle il donne, de laquelle il reçoit la mort. Le sang anglais, tant de fois versé en Europe par des mains anglaises, arrose à son tour l'Amérique, et la guerre civile est engagée.

Sur le même champ de bataille sont livrés, les mois suivans, des combats plus réguliers. Warren devient une des victimes de ces actions meurtrières et dénaturées. Le congrès honore sa cendre.

« Il n'est point mort, dit l'orateur, il ne mourra
« pas cet excellent citoyen. Sa mémoire sera éternellement présente, éternellement chère à tous
« les gens de bien, à tous ceux qui aimeront leur
« patrie. Dans le cours borné d'une vie de trente-
« trois ans il avait déployé les talens de l'homme
« d'état, les vertus d'un sénateur, l'âme du héros.

« Vous tous qu'un même intérêt anime, approchez-vous du corps sanglant de Warren.
« Lavez de vos pleurs ses blessures honorables,
« mais ne vous arrêtez pas trop-long-temps auprès de ce cadavre inanimé. Retournez dans vos
« demeures pour y faire détester le crime de la
« tyrannie. Qu'à cette peinture horrible les cheveux de vos enfans se dressent sur leurs têtes,
« que leurs yeux s'enflamment, que leurs fronts
« deviennent menaçans, que leurs bouches expriment l'indignation. Alors, alors vous leur donnez des armes, et votre dernier vœu sera

« qu'ils reviennent vainqueurs, ou qu'ils finissent
« comme Warren. »

Les troubles qui agitaient Massachusset se répétaient dans les autres provinces. Les scènes n'y étaient pas à la vérité sanglantes, mais qu'il n'y avait point de troupes britanniques; mais partout les Américains s'emparaient des forts, des armes, des munitions; partout ils expulsaient leurs chefs et les autres agens du gouvernement; partout ils maltraitaient ceux des habitans qui paraissaient favorables à la cause de la métropole. Quelques hommes entreprenans portent l'audace jusqu'à s'emparer des ouvrages anciennement élevés par les Français sur le lac Champlain, entre la Nouvelle-Angleterre et le Canada, jusqu'à faire une irruption dans cette vaste région.

Tandis que de simples particuliers ou des districts isolés servent si utilement la cause commune, le congrès s'occupe du soin d'assembler une armée. Le commandement en est donné à George Wasington, né en Virginie, et connu par quelques actions heureuses dans les guerres précédentes. Aussitôt le nouveau général vole à Massachusset, pousse de poste en poste les troupes royales, et les force à se renfermer dans Boston. Six mille de ces vieux soldats échappés au glaive, à la maladie, toutes à les misères, et, pressés par la faim ou par l'ennemi, s'embarquent le 24 mars 1776 avec une précipitation qui tient de la fuite. Ils vont chercher un asile dans la Nouvelle-Écosse,

restée, ainsi que la Floride, fidèle à ses anciens maîtres.

Ce succès fut le premier pas de l'Amérique anglaise vers la révolution. On commença à la désirer hautement. On répandit de tous côtés les principes qui la justifiaient. Ces principes, nés en Europe, et particulièrement en Angleterre, avaient été transplantés en Amérique par la philosophie. On se servait contre la métropole de ses propres lumières, et l'on disait :

Il faut bien se donner de garde de confondre ensemble les sociétés et le gouvernement. Pour les connaître, cherchons leur origine.

L'homme, jeté comme au hasard sur ce globe, environné de tous les maux de la nature, obligé sans cesse de défendre et protéger sa vie contre les orages et les tempêtes de l'air, contre les inondations des eaux, contre les feux et les incendies des volcans, contre l'intempérie des zones ou brûlantes ou glacées, contre la stérilité de la terre qui lui refuse des alimens, ou sa malheureuse fécondité qui fait germer sous ses pas des poisons; enfin contre les dents des bêtes féroces qui lui disputent son séjour et sa proie, et le combattant lui-même, semblent vouloir se rendre les dominatrices de ce globe dont il croit être le maître : l'homme dans cet état, seul et abandonné à lui-même, ne pouvait rien pour sa conservation. Il a donc fallu qu'il se réunît et s'associât avec ses semblables pour mettre en commun leur force et

XXXIX.
Les colonies étaient en droit de se séparer de leur métropole, indépendamment de tout mécontentement.